

*Subsides*

**M. MacEachen:** J'ai restructuré le régime fiscal d'une façon qui, je crois, préserve les stimulants à l'investissement dont a besoin notre pays, mais qui garantit une imposition juste et équitable. Chaque fois que le chef de l'opposition (M. Clark) se lance dans une nouvelle attaque à la Chambre, il défend certains intérêts, sous prétexte de défendre le crédit d'impôt-enfant ou encore les avantages sociaux des employés.

● (1630)

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Il parle au nom de la majorité des Canadiens.

**M. MacEachen:** Pourquoi ne dénonce-t-il pas les anomalies du régime fiscal qui ont causé les injustices que j'ai redressées par mon budget? Je ne crois pas opportun que la Chambre des communes du Canada renonce aujourd'hui à rendre plus juste le régime fiscal.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Monsieur l'Orateur, un témoin qui a comparu devant notre comité spécial du budget a dit que tenter de discuter chiffres avec un représentant du ministère des Finances, c'est comme un tour de passe-passe. Nous en avons eu une nouvelle preuve dans le discours du ministre cet après-midi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson:** J'ai écouté attentivement les chiffres que le ministre a cités lorsqu'il a dit que 12 millions de Canadiens paieront moins d'impôts. J'affirme, monsieur l'Orateur, qu'en faisant cette déclaration à la Chambre aujourd'hui, le ministre a quasiment trompé la Chambre des communes et les Canadiens. Il a complètement déformé les faits. Il ne tient aucun compte de ce que les Canadiens paieront \$1,400 de taxes énergétiques par famille par année pendant les cinq prochaines années, ce qui va annuler toute réduction qui pourrait provenir de l'indexation de l'impôt personnel. Tous ceux qui ont une maison ou une voiture savent que le ministre a déformé les faits, car ils doivent payer la facture de chauffage chaque mois et payer aussi chaque fois qu'ils font le plein d'essence.

Plus le ministre insiste sur ce point, moins on le croit. Cette formule ne tient aucun compte des impôts supplémentaires que tous les Canadiens devront payer par suite de l'imposition d'avantages sociaux tels que les régimes de soins dentaires et de soins médicaux, et des pensions de retraite, comme le préconise ce budget.

Hier, le ministre a défendu son budget devant un auditoire de grands investisseurs de Toronto. Son allocution était intéressante et j'en ai lu très attentivement le texte. Il a rejeté la responsabilité de nos problèmes sur le gouvernement américain et la faiblesse de la conjoncture économique internationale. Sa principale conclusion était que le Canada ne doit pas dépenser une fortune pour sortir de la récession actuelle. Il a affirmé cela comme si c'était là la seule solution possible. L'allocution

est extrêmement superficielle. C'est le discours le plus vide et le plus superficiel qu'un ministre des Finances ait prononcé à ma connaissance au cours des vingt dernières années.

Le Canadian Club attend avec une grande impatience cet événement annuel que constitue le discours du ministre des Finances. L'an prochain, monsieur l'Orateur, il devra tenter d'écouler les billets au coin des rues King et Bay, car personne ne voudra réentendre un discours comme celui-là.

Ce discours renforce l'impression qui se dégageait des réunions de notre comité spécial du budget. On nous a dit et répété que le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait; que le gouvernement et le ministre ont complètement perdu contact avec la réalité. Nous savons que 200,000 Canadiens ont été limogés et d'après l'Association des manufacturiers canadiens, il y aura 100,000 mises à pied supplémentaires d'ici deux ou trois mois. J'espère ne pas devoir rappeler au ministre que c'est vraiment tragique pour tous les travailleurs concernés.

Tous les députés de ce côté-ci de la Chambre ou de l'autre côté connaissent des personnes qui ont perdu leur emploi. Dans ma circonscription, un étudiant a été limogé trois mois après avoir obtenu son premier emploi à plein temps. Un autre citoyen est venu me trouver dans mon bureau. Il a 62 ans et il a été mis à pied; il se demande bien où il pourra décrocher un autre emploi à cause de son âge. J'ai eu la visite d'un jeune couple, craignant que la femme ne tombe enceinte et ne doive quitter son emploi, car ils ne pourraient pas garder leur maison. C'est le climat qui règne au Canada à l'heure actuelle. Les citoyens n'ont pas les moyens de faire ce qu'ils veulent. Ils veulent avoir une maison mais jugent qu'il faut deux emplois pour financer une hypothèque. Si un seul travaille, ils ont l'impression qu'ils seront forcés d'abandonner leur maison.

Tous ces gens-là sont inquiets et ils ont peur de l'avenir. Des pêcheurs, des petits commerçants et des agriculteurs ont exprimé au comité la crainte de perdre leurs entreprises et de voir s'évanouir le rêve de toute leur vie à cause des politiques du gouvernement actuel. Ils ont peur de n'être plus qu'une autre donnée statistique avant longtemps, un chiffre de plus dans la colonne des Canadiens sans emploi ou en faillite. Voilà ce qui se passe actuellement dans notre pays, monsieur l'Orateur. Voilà ce qu'on a dit devant notre comité spécial.

Le discours que le ministre a fait hier est toute l'explication qu'il donne aux Canadiens pour justifier ces politiques. Le ministre n'essaye même pas d'expliquer pourquoi il faut que les recettes augmentent de 31 p. 100 cette année ni pourquoi l'économie doit supporter ce fardeau additionnel au moment même où nous subissons la pire récession depuis 30 ou 40 ans. Il n'explique pas pourquoi il est nécessaire de bouleverser la vie personnelle et professionnelle des gens avec cette prétendue réforme fiscale qui sape bon nombre des louables objectifs socio-économiques que les Canadiens se sont fixés. J'y reviendrai tout à l'heure, monsieur l'Orateur.